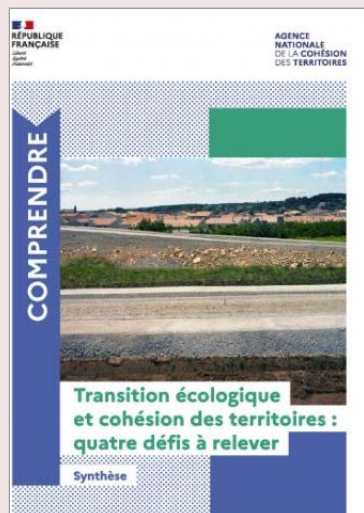




► La Transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires

Anaïs Lefranc-Morin

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).
Octobre 2020 (*collection Comprendre*)

La transition écologique est une notion récemment apparue dans le vocabulaire des politiques publiques. Elle désigne la transformation profonde et progressive du fonctionnement d'un territoire conduite par différents acteurs (pouvoirs publics, citoyens, associations, entreprises...) pour réduire l'empreinte des activités humaines sur l'environnement et parvenir à un développement durable.

Tous les territoires sont concernés par les enjeux écologiques, mais de manière variable selon leur situation géographique, leurs spécialisations économiques et leurs ressources propres.

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a conduit un travail en 2019 avec des élus, des chercheurs et des praticiens pour expliciter ces enjeux, dessiner des pistes de solutions et identifier des actions initiées dans les territoires, partout en France.

► [Les cinq tomes de l'ouvrage](#)

► [La synthèse](#)

Aménagement du territoire

► [Covid-19 et aménagement du territoire](#)

Cercle pour l'aménagement du territoire (CPAT), octobre 2020.

Le CPAT a lancé en mai dernier, en pleine crise sanitaire, un appel à contributions autour des questionnements suivants : quelles seront les répercussions de la crise du Covid-19 sur les territoires ? De quelle façon l'aménagement du territoire devra-t-il les prendre en compte ? Comment répondre aux défis que poseront ces changements ?

Les contributions ont été nombreuses ; elles formulent, à partir de l'observation des changements provoqués par la crise du Covid-19 et du contexte nouveau ainsi créé, des recommandations concrètes pour l'avenir de l'économie et de la société françaises, et pour l'aménagement du territoire.

Le Cercle en présente aussi une synthèse organisée autour des thématiques récurrentes : mondialisation, industrie, inégalités dans la santé, gouvernance, numérique, mutations de l'espace et métropoles. Cette synthèse peut ainsi s'entendre comme une sorte d'introduction à la lecture des différentes contributions.

► [Synthèse des contributions](#)

► [Les 17 contributions](#)

► [Densité et mortalité du Covid-19 : la recherche urbaine ne doit pas être dans le déni !](#)

Jean-Pierre Orfeuil

Métropolitiques, 19 octobre 2020. 5 p.

La densité a-t-elle favorisé la diffusion du virus ? Jean-Pierre Orfeuil propose des éléments pour clarifier les débats et interroge les conséquences de la pandémie pour l'urbanisme.

► [Projet de Grand Paris jusqu'au Havre : « une opportunité de faire de la France un lieu de référence des aménagements à grande échelle s'est ouverte »](#)

Antoine Grumbach

Le Monde, 15 octobre 2020

Dans une tribune au « Monde », l'architecte Antoine Grumbach explique le plan d'aménagement dont il a rêvé et dans lequel la vallée de la Seine, de Paris au Havre, deviendrait le cadre d'une grande métropole mondiale mêlant l'urbain et la nature.

Développement économique

► [Panorama de la France « hyper- industrielle » : promouvoir un nouveau regard sur l'industrie française](#)

ADCF

Note de l'ADCF, n°7, octobre 2020. 8 p.

L'AdCF consacre une nouvelle note à la question de l'industrie dans les territoires pour en mesurer le poids, tout en élargissant le regard à la notion d'« hyper-industrie ». Développée par l'économiste Pierre Veltz cette notion vise à tenir compte des nouvelles imbrications industrie-services et mesurer toutes les activités entraînées par l'industrie. Le changement de regard permet de relativiser la notion de désindustrialisation. Et soulève des surprises.

► [La Note #7](#)

► [Les stratégies et politiques industrielles des Régions françaises](#)

Rapport final réalisé pour Région de France

V. Durand-Raucher, R. Luret-Cavada, L. Schweitzer et G. Thomazo-Massignac

École Urbaine de Science Po Paris, Rapport remis le 5 juin 2020, publié en octobre 2020. 131 p.

Cette étude s'intéresse aux politiques et stratégies industrielles des Régions françaises et s'attarde sur 3 aspects majeurs de ce sujet complexe : les acteurs publics et privés qui interviennent dans le champ

des stratégies industrielles, les leviers d'action à disposition des Régions pour mener à bien ces stratégies et répondre aux besoins des entreprises, et enfin l'inscription de l'activité industrielle dans les territoires régionaux.

► [Baromètre des économies régionales](#)

Odoxa

Sondage réalisé pour AdvisoPartners, Challenges, France Info. Octobre 2020. 41 p.

Le « monde d'après » économique est un monde de peurs où la région apparaît finalement bien plus protectrice que l'Etat... et au palmarès des régions, le moral se lève à l'ouest !

Principaux enseignements du sondage :

- C'est la revanche des territoires sur Paris : si les Français ne sont guère optimistes sur la situation économique de leur pays, ils le sont beaucoup plus sur celle de leur région

- La vie des entreprises à l'heure du Covid : on y porte le masque le plus souvent - mais pas systématiquement - et on loue toujours l'attitude de l'entreprise à l'égard de ses salariés

- Télétravail, chômage et activité partielle : le "monde d'après" n'est pas le "monde d'avant" mais il n'est pas non plus le monde du confinement.

- Craintes liées au Covid aujourd'hui et impact sur l'emploi : l'épée de Damoclès est toujours présente, les salariés craignent à la fois pour leur santé, la situation économique de leur territoire et leur propre emploi.

Foncier commercial

► [L'évolution du foncier commercial en Île-de-France.](#)

[Quels enjeux pour le commerce dans le monde post-covid ?](#)

Observatoire régional du foncier en Ile-de-France, 2020. 64 p.

En 2019 et 2020, l'ORF a animé un groupe de travail partenarial sur l'évolution du foncier commercial dans les zones périurbaines d'Île-de-France. L'objectif était d'anticiper leur reconversion vers des usages adaptés aux nouvelles pratiques et d'intégrer les exigences de sobriété foncière.

Trois axes structurent les propositions de ces travaux : construire des stratégies territorialisées, intervenir opérationnellement et intégrer le foncier commercial dans la ville mixte et durable.

Le rapport du groupe de travail publié en juin 2020 a fait l'objet d'une actualisation en octobre, en tenant compte de la crise sanitaire.

► [Préambule actualisé \(octobre 2020\)](#)

► [Rapport \(juin 2020\)](#)

► [Visionner la présentation du rapport \(octobre 2020\)](#)

Inégalités

► [Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages](#)

Insee, Drees

Insee Première, n°1822, octobre 2020. 4 p.

Le confinement de la population mis en place entre le 17 mars et le 11 mai 2020 s'est traduit par une contraction sans précédent de l'activité économique en France. En mai 2020, un quart des personnes déclarent que leur situation financière s'est dégradée, et cette proportion est d'autant plus élevée que le niveau de vie du ménage était initialement bas. Les dispositifs de maintien d'activité ont amorti les

effets de la chute de l'activité économique sur les ménages de manière inégale selon leur profil. La moitié des ouvriers, et un quart des cadres, déclarent être passés, au moins en partie, par le chômage technique ou partiel entre le début du confinement et le mois de mai. Les cadres ont plus souvent travaillé à distance : 80 % des cadres en activité en mai ont eu recours au moins partiellement au télétravail, contre 35 % des employés et seulement 6 % des ouvriers. Un quart des personnes ayant télétravaillé ont le sentiment que leur temps de travail a augmenté. Si ces dispositifs ont permis de maintenir les relations d'emploi, au moins à court terme, pour la majorité des salariés, les jeunes ont été bien plus exposés aux conséquences de la chute de l'activité économique.

► [Le confinement : qui l'a mal vécu, et pourquoi ?](#)

Institut Paris Région, François Michelot

Note rapide Société-Habitat, n° 867, octobre 2020. 6 p.

Du 17 mars au 11 mai 2020, la population française a vécu une période de confinement inédite durant laquelle les habitudes de vie en lien avec le travail, les mobilités, la consommation et le lieu de résidence ont été chamboulées. Au regard des conditions de logement si particulières en Île-de-France – forte densité urbaine, logement plus petit... – cet épisode a révélé et exacerbé les inégalités de conditions de vie des Franciliens.

Outre-Mer

► [Pouvoir d'achat et cohésion sociale dans les Outre-mer : fractures et opportunités](#)

Véronique Biarnaix-Roche et Joel Lobeau

CESE, octobre 2020. 114 p.

Les conditions de vie économiques et sociales sont particulièrement difficiles en Outre-mer et la précarité s'accroît : un chômage élevé, des revenus faibles pour beaucoup, des prix élevés et souvent excessifs, asphyxient les ménages. Les politiques publiques n'ont pas permis à ce jour de répondre à ces difficultés. C'est dans ce contexte que le CESE a présenté ses pistes de réflexion sur la thématique du pouvoir d'achat et de la cohésion sociale dans les Outre-mer.

► [Rapport](#)

► [Synthèse](#)

Numérique

► [Déployer la sobriété numérique](#)

The Shift Project, octobre 2020. 123 p.

Les 2 premiers rapports du think tank avaient permis de définir sa vision du concept de sobriété numérique. Ce troisième rapport vise à proposer des cadres méthodologiques opérationnels pour mettre en place la sobriété numérique : dans les stratégies et politiques publiques, dans l'entreprise, dans les systèmes d'usages du domaine privé. L'objectif étant de concilier nouveaux outils technologiques et réduction de leur empreinte écologique.

► [Rapport complet](#)

► [Résumé aux décideurs](#)

Résilience territoriale

► [Les ressorts de la résilience territoriale](#)

Revue Urbanisme, #418, automne 2020

En cette rentrée 2020, chacun se revendique « résilient » face à la crise sanitaire, économique et sociale, qu'il soit acteur économique, responsable politique ou même personne physique.

Les auteurs de ce dossier ne proposent pas de remède miracle pour une résilience généralisée. Ils réfléchissent à l'adaptation des mégapoles comme le Grand Paris, ou des métropoles régionales à la nouvelle donne économique, sociale et sanitaire. Ils plaident pour une « mobilité raisonnée », s'inquiètent pour le devenir de l'espace public menacé par des formes de privatisation, analysent l'intensification des pratiques numériques urbaines, militent pour l'entrepreneuriat social, défendent le réseau des hôpitaux de proximité. Ou vont voir du côté de nos voisins européens pour repérer de nouvelles pratiques et de nouvelles démarches.

► [La boussole de la résilience. Repères pour la résilience territoriale](#)

Cerema

Les Cahiers du Cerema, octobre 2020. 51 p.

Les collectivités doivent affronter de plus en plus de crises qui prennent parfois des formes imprévisibles comme le montre la pandémie de covid 19.

La boussole de la résilience présentée dans ce guide constitue un cadre de réflexion et d'action. Elle a vocation à aider les acteurs de la collectivité et, plus largement, du territoire (entreprises, acteurs locaux, habitants, etc.), à renforcer leur résilience pour mieux anticiper, agir, rebondir, se transformer dans le temps et in fine, réduire leurs vulnérabilités.

Service public local

► [Les Français et le service public local](#)

Sondage Ipsos pour l'AATF (Association des administrateurs territoriaux de France), Septembre 2020. 38 p.

L'AATF, réseau professionnel et laboratoire d'idées des hauts fonctionnaires territoriaux, livre la quatrième édition de son baromètre Ipsos « les Français et le service public local ». Basé sur une double auscultation des Français et des fonctionnaires territoriaux, il prend cette année un intérêt particulier puisqu'il intervient à la fois après les élections municipales, et en plein cœur d'une crise sanitaire économique et sociale sans précédent. Ses résultats s'inscrivent dans un contexte où les Français s'interrogent plus que jamais sur le sens de l'action publique.

Suburbs - Banlieues

► [L'évolution des "Suburbs" : le cas de Melbourne](#)

Lumières de la ville, Demain la ville, 13 octobre 2020

Longtemps élue comme la ville la plus agréable au monde, Melbourne analyse aujourd'hui l'habitabilité de ses banlieues, ces quartiers en périphérie de la ville centre nommés "suburbs". Car oui, même si Melbourne affirme une qualité de vie exceptionnelle, il apparaît que ses marges sont bien moins chanceuses. Entre l'augmentation des problématiques de trafic, les enjeux de densification et d'étalement urbain, mais aussi le changement des modes de vie, comment se transforment aujourd'hui les banlieues de Melbourne ? En quoi cela nous éclaire sur les enjeux actuels des "suburbs" à l'anglo-

saxonne ?

Tiers Lieux

► [Tiers-lieux : des infrastructures civiques de résilience](#)

Pascal Desfarges, P2P foundation

Banque des Territoires, octobre 2020. 13 p.

Les enjeux et les impacts de cette expérience temporaire et inédite que représente la crise sanitaire récente, repositionne le processus des Tiers Lieux au cœur des débats sur la résilience des territoires. La rupture brutale engendrée par cette crise produit un effet de recentrage sur ce qui fait la singularité et l'essence première du mouvement des Tiers Lieux.

Transitions

► [Transition environnementale 2030 : 3 scenarii prospectifs](#)

Usbek & Rica, SNCF Réseau. Sept.-octobre 2020

Tout au long de l'année 2019, le studio d'Usbek & Rica a mené une démarche de prospective en partenariat avec SNCF Réseau. Au programme, deux thématiques : « l'impératif écologique » et « les nouveaux modes de gouvernance ». Les documents produits dans ce cadre viennent d'être publiés en licence Creative Commons par SNCF Réseau. Parmi eux, 3 scénarios sur la transition environnementale :

- [Utopie techno-entrepreneuriale](#)
- [État social écologique](#)
- [Rupture hyperlocale et coopérative](#)

Villes moyennes

► [Le rebond des villes moyennes, une réalité ? Une perspective européenne sur les trajectoires des villes moyennes](#)

La Fabrique de la Cité, Chloë Voisin-Bormuth

Note, octobre 2020. 20 p.

Les villes moyennes sont volontiers analysées à travers le prisme de leurs dynamiques démographiques. Deux discours se font concurrence : l'un privilégiant la thèse du déclin des villes moyennes, perdant prétendument leurs habitants au profit des métropoles ; l'autre soulignant au contraire le rebond qu'elles sont appelées à connaître, notamment depuis la crise liée au coronavirus, compte tenu de la qualité de vie et des relations sociales plus profondes et apaisées qu'elles sont censées offrir. Ces deux discours ne sont ni vrais, ni faux : ils recouvrent des réalités territoriales très diverses et des réponses qui le sont tout autant. Un détour par d'autres pays que la France permet de souligner la spécificité française du traitement de la thématique des villes moyennes.

A découvrir

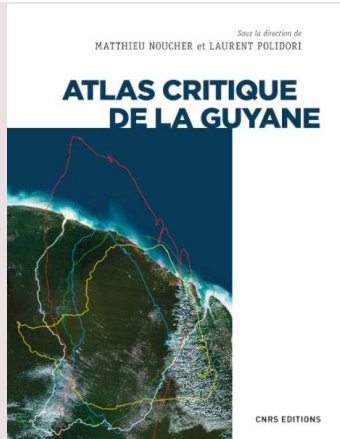


► En villes !

Le nouveau magazine de l'ANRU

Chaque trimestre, le magazine propose de changer de regard sur les quartiers avec des reportages photos, des interviews, des portraits et des décryptages inédits.

Dans ce premier numéro, un grand dossier sur le développement du phénomène de co-construction et de concertation avec les habitants pour les projets ANRU...



► Atlas critique de la Guyane

Matthieu Noucher, Laurent Polidori

CNRS Editions, 2020. 330 p.

La carte n'est pas le territoire. Cet ouvrage questionne des cartes existantes en procédant à une analyse virtuose de tous les grands problèmes de leur fabrique (confiner, délimiter, détecter, collecter, nommer) à leur usage (mesurer, planifier, révéler, figer, relier). Plus de 80 contributeurs ont participé à cet ouvrage collectif.



► Atlas mondial de la santé

F. Fournet, G. Salem

Ed. Autrement, 2020. 96 p.

Au-delà des définitions médicales, la santé se joue d'abord dans les populations et sur les territoires. La géographie de la santé permet ainsi d'appréhender les dynamiques sanitaires et leurs enjeux à toutes les échelles, mondiale autant que locale.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

